

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1919.

PROJET DE LOI SUR LES CRÉDITS A L'ÉTRANGER ⁽¹⁾.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

La Belgique se trouve, par le fait de la guerre, obligée de rechercher par voie d'achats à l'étranger la presque totalité des matières premières et des machines indispensables aux besoins de son alimentation et du rétablissement de son industrie. Elle est obligée d'importer à grands frais non seulement tout ce qui formait l'objet de ses importations régulières et normales avant la guerre, mais encore des matières et des fabricats qu'elle était à même de produire par ses propres moyens. D'autre part, elle se trouve actuellement dans l'impossibilité de fournir la plupart des produits qui constituaient la matière d'échanges et alimentaient son commerce d'exportation. L'équilibre dans la balance du commerce qui tendait à se fixer jusqu'à 1914 est rompu, et cette rupture doit fatalement se traduire par une dépréciation de notre change à l'étranger. Si cette dépréciation n'était pas enrayée, elle pourrait constituer un obstacle infranchissable à l'importation et, à l'intérieur, par voie de conséquence, un renchérissement des matières premières, des denrées de consommation et des salaires.

La Belgique est vouée, pour une période indéterminée, à la situation d'acheteur de devises, et soumise à cet égard aux exigences des vendeurs. Elle se trouve acheteur, alors que le marché des changes fonctionne dans des conditions absolument anormales.

(1) Projet de loi, n° 69.

(2) La Commission était composée de MM. MECHELYNCK, *président*, BERTRAND, FERON, LIEBAERT, VAN DE VYVERE et WAUWERMANS.

En effet, le problème ne se pose pas seulement au point de vue de la situation spéciale dans laquelle se trouve la Belgique. Il se complique du régime particulier auquel sont actuellement soumis les changes et qui tend à réagir contre les lois naturelles qui les régissaient : Un grand nombre de pays ont pris des mesures relatives à l'exportation des capitaux et le cours des changes ne peut plus se régulariser par voie d'opérations successives. Des cloisons étanches ont été établies empêchant un équilibre par voie de change indirect. Le marché a été ainsi restreint de place à place et se trouve dès lors exposé à des fluctuations brusques, qui sont encore plus dommageables pour le commerce qu'un état permanent ou plus ou moins régulier de dépréciation.

La France, par la loi du 3 avril 1918, a pris des mesures permettant d'empêcher la mise à la disposition de l'étranger de sommes en francs par chèques, tirages, virements ou ouvertures de crédit, l'envoi à l'étranger de titres, l'exportation de l'or (déjà interdite par un décret du 3 juillet 1915).

La Trésorerie du Royaume-Uni, surveillée par la section financière du « Foreign Trade Department », assistée par l'« Exchange Committee », siégeant à la Banque d'Angleterre, sous la présidence de son Gouverneur, a la direction des opérations de change dans le Royaume-Uni.

Par ses soins et ceux du ministre de la Reconstitution, un Comité d'études consultatif « Currency Committee » fut institué en janvier 1918.

Cependant, dès le 21 décembre 1917, un ordre en Conseil avait interdit de « faire des remises hors du Royaume-Uni, sauf autorisation écrite de la Trésorerie, pour son propre compte ou pour le compte d'autrui, en vue de souscrire à un emprunt ou à une émission quelconque, d'acquérir des valeurs, des devises ou toutes propriétés autres que des marchandises si ces biens ne se trouvent pas dans le Royaume-Uni; défendait d'acheter des devises ou des monnaies étrangères en vue de spéculer ou d'obtenir des placements, de participer, d'accepter ou d'offrir de participer à une transaction ayant pour objet une remise à l'étranger ».

Toute opération ayant pour résultat de mettre une certaine somme à la disposition de l'étranger est assimilée à l'envoi d'une remise hors du Royaume-Uni. Toute personne désirant effectuer un règlement international doit fournir une déclaration écrite indiquant le but de sa demande.

Le *Federal Reserve Board* contrôle toutes les opérations de change effectuées des États-Unis d'Amérique avec l'étranger ou pour compte étranger, par l'intermédiaire des *Federal Reserve Banks*. En exécution de l'*Executive Order* du 28 janvier 1918, sont prohibées toutes les transactions ayant pour objet les changes étrangers, notamment les transferts de crédits sous toutes les formes, les transferts de reconnaissance de dettes ou de titres de propriété, etc. La prohibition peut être levée si le *Federal Reserve Board* apprécie l'opération compatible avec les intérêts des États-Unis. Toute opération doit s'exécuter à l'intervention d'un *dealer*, et après déclaration écrite du but de l'opération.

Il faut cependant éviter que nos industriels et nos négociants ne se trouvent privés du moyen de régler leurs achats à l'étranger ou exposés à subir une perte de change dont ils ne pourraient apprécier l'étendue au moment de la conclusion des marchés se trouvant livrés aux exigences des vendeurs de devises.

Les moyens d'action en vue de relever ou stabiliser les changes sont ramenés d'une façon générale aux procédés suivants :

Restreindre les paiements à l'étranger au strict nécessaire afin de diminuer dans la mesure du possible le *passif* de la balance des paiements.

Créer des ressources de change nouvelles en vue d'augmenter l'*actif* de cette balance.

Affecter les disponibilités de change à la couverture de besoins dont la satisfaction influencera favorablement la situation économique du pays et développera, dans l'avenir, de nouvelles ressources de change.

Le premier procédé (limitation du passif) entraîne, en ce qui concerne les achats, une étroite surveillance des importations par un organisme compétent. Il se rattache au système des licences d'importation, et les critiques qui ont accueilli celui-ci indiquent les résistances que rencontrerait l'institution d'un office d'importations, d'exportations et du tonnage. Le refus de change aux frais de règlement par celui qui seul en dispose ou en a le quasi-monopole équivaut à empêcher l'importation. Le système a été mis en pratique en Italie, et a rencontré les plaintes des commerçants qui, ayant obtenu le permis d'importer, se sont parfois heurtés à la lenteur ou au refus de l'institution chargée de délivrer le change.

La loi nouvelle modifiant le régime des bourses donne au Ministre des Finances les pouvoirs nécessaires pour contrôler et limiter les émissions en vue de réserver à notre pays la totalité des ressources financières nécessaires à sa reconstitution, et défendre le change belge contre les placements et les besoins des entreprises à l'étranger.

Le second procédé doit poursuivre, en l'absence de produits à exporter, la création de ressources de change nouvelles par la mobilisation des capitaux belges placés à l'étranger ou de créances sur l'étranger, d'emprunts ou d'ouvertures de crédits.

Il a été fait appel à la réquisition des titres et créances sur l'étranger et du stock métallique dans divers pays, en vue de former un fonds de changes constitué des réserves internes.

Ce ne sont là que des solutions d'expédients ou de guerre, et leur efficacité dépend de l'importance des placements et créances sur l'étranger. Après quatre ans et demi d'occupation, il ne semble pas que la Belgique soit encore créancière pour des sommes considérables sur des places étrangères. De nombreux arbitrages ont été effectués, particulièrement à la Bourse d'Anvers en 1915 et en 1916 : En ce qui concerne notre portefeuille titres, si certaines études évaluent entre 5 et 7 milliards le montant de ceux-ci à l'étranger, beaucoup de ces placements, opérés dans des pays ennemis ou à

finances avariées, ne pourraient fournir actuellement aucune matière à mobilisation.

L'emprise des pouvoirs publics sur les biens et la liberté de chacun doivent d'ailleurs être limités au strict nécessaire.

C'est au marché libre qu'il convient de réserver l'appel et l'utilisation des ressources dont nous pouvons encore disposer à l'étranger.

Il ne reste donc, actuellement, d'autres moyens de se procurer le change qui nous est indispensable que par l'appel aux prêteurs de l'étranger, par la voie des emprunts nationaux ou des ouvertures de crédits — à consentir à l'État lui-même ou aux particuliers. Les sommes ainsi mises à la disposition de la Belgique constitueront le change qui nous est indispensable.

Aucune autre solution n'est réalisable en ce moment, et c'est celle que le projet de loi poursuit, à concurrence d'une partie de nos besoins — les plus urgents.

Aussi le Gouvernement a-t-il estimé que son action pouvait et devait utilement se manifester par voie de négociations avec certains Gouvernements alliés, et d'interventions auprès d'organismes bancaires de pays étrangers. Les efforts du Gouvernement auprès des Gouvernements alliés ont eu pour objet l'obtention d'avances de Trésorerie à Trésorerie. Déjà ils ont abouti à une première avance consentie par l'Angleterre en vue du règlement de fournitures par l'Angleterre et l'Irlande pour la reconstitution du pays. Ces opérations doivent, à tous égards, obtenir la préférence.

D'autres négociations sont en cours.

Mais de sérieux obstacles paraissent de nature à entraver en ce moment l'octroi de semblable aide par les États-Unis. Le pouvoir exécutif ne se trouve pas en ce moment autorisé à conclure sans l'intervention du Congrès de semblables opérations que pour l'un de ces deux objets : les opérations de guerre, le ravitaillement. C'est à la faveur de cette dernière clause d'application que les États-Unis continuent à nous avancer mensuellement 20 millions de dollars (soit plus de 100 millions de francs). Grâce à ce crédit, l'alimentation de la Belgique a été assurée. Une majoration de ce crédit est envisagée.

Il n'y a pas lieu de désespérer que les États-Unis soient autorisés à consentir à la Belgique un crédit de reconstitution d'État à État. Mais en attendant l'aboutissement de ces négociations, il est indispensable d'assurer, sans autres délais, au profit de notre industrie et de notre commerce, le change sur les États-Unis, de compléter les ressources que nous avons déjà pu nous assurer en Angleterre, de nous en créer dans d'autres pays, tel le Canada.

Le projet de loi a pour objet d'assurer la réalisation de ces opérations. C'est en vue de celles-ci que le Gouvernement demande des autorisations. Ces autorisations ne visent pas les avances déjà faites de Trésorerie à Trésorerie, ou les emprunts contractés ou à réaliser pour des buts de guerre ou le ravitaillement alimentaire de la Belgique.

Les crédits à ouvrir à l'étranger à concurrence de 700 millions de francs ne sont en ce moment l'objet de contrats négociés et susceptibles de sortir

leurs effets aussitôt le vote de la présente loi qu'à concurrence de moitié.

L'intervention de l'État dans des opérations qui semblent être du ressort exclusif des organismes bancaires se justifie par la situation anormale actuelle et la nécessité d'apporter à notre commerce et à notre industrie l'aide urgente qui lui est indispensable.

C'est l'intérêt général qui réclame cette intervention. C'est elle seule qui est capable d'amener la réussite d'une opération bancaire de pareille importance au minimum de frais.

En vue d'entrer dans le domaine des solutions pratiques, le Gouvernement a donc pris les initiatives nécessaires pour grouper les banques et permettre la conclusion de crédits privés à l'étranger. Il a décidé d'assurer la garantie de remboursement à l'échéance des traites en devises étrangères qui viendraient à être tracées en disposition des crédits dont il obtiendrait l'ouverture au nom d'un groupe de banques belges. Ces dispositions sont le moyen de fourniture de change au profit d'industriels et de commerçants, ou de lui-même.

Aux fins de garantie du remboursement des tirages, à l'échéance les banques titulaires des crédits, et ayant vendu les devises obtenues, pourront convertir les fonds versés par les acheteurs de change en bons du Trésor. Les sommes ainsi versées constitueront tant au regard des banques que de l'État la garantie de bonne fin des opérations. Les intérêts des sommes converties en bons du Trésor seront acquis au compte des opérations. On peut signaler en passant que cette opération de conversion entraînera comme conséquence soit la mise à la disposition de notre Trésor de ressources nouvelles à concurrence de 700 millions, soit le retrait de la circulation des billets belges à concurrence d'un même montant, et de réduire ainsi l'inflation qui pèse sur nos transactions.

L'État aura à prendre à sa charge toute perte que l'exécution des engagements contractés vis-à-vis des banques créancières pourrait occasionner, de même qu'il recueillera le bénéfice qui pourrait résulter de ces opérations.

En exécution de ce programme, les banques belges qui avaient été contraintes par les Allemands de fournir l'avance des contributions de guerre lors que le refus des Conseils provinciaux d'intervenir davantage mit fin à l'émission des obligations provinciales, ont immédiatement répondu à l'appel de groupement qui leur a été adressé à l'initiative de notre Banque Nationale. Elles ont constitué des groupements syndicaux dont le capital correspond au montant des crédits à réaliser à l'étranger et se sont déclarées engagées solidaires vis-à-vis des établissements prêteurs à concurrence de toutes sommes qui pourront être dues à ceux-ci, en principal, intérêts et frais du chef de l'utilisation des crédits ouverts.

Il convient de signaler ici, et de rendre hommage à la décision des banques de ne réclamer aucune commission, aucun bénéfice au sujet de cette intervention de garantie. Elles contribuent ainsi au relèvement de notre commerce et de notre industrie en lui épargnant, en ce qui les concerne, toutes charges supplémentaires susceptibles de grever telles opérations de crédit.

A la faveur de ce groupement et de cette intervention de l'État, deux ouvertures de crédit ont déjà pu être conclues : l'une à concurrence de 50 millions de dollars, avec un consortium de banques américaines ; l'autre à concurrence de 4 millions de livres, avec un consortium de banques anglaises. Ces crédits doivent être utilisés par voie d'achats de matières premières et de produits manufacturés : le premier aux États-Unis, le second dans le Royaume-Uni et ses colonies.

Ainsi se trouve réalisée l'utilisation à concurrence de moitié des opérations formant l'objet du projet de loi. Le surplus est destiné à permettre l'ouverture de crédits complémentaires ou de crédits à conclure, dans des conditions analogues, en d'autres pays.

Les crédits seront utilisés par tirages des banques belges sur les groupements étrangers ayant ouvert les crédits. Ils seront gérés par la Banque Nationale, assistée de délégués désignés par le Gouvernement et formant la *Commission des changes*.

Celle-ci est composée d'un délégué de la Banque Nationale, de deux délégués des banques syndiquées, de délégués, nommés par les différents départements ministériels intéressés, et de représentants de l'industrie et du commerce.

Cette Commission ne constitue pas une institution centralisatrice ni l'*Office belge des changes*, dont certains projets avaient suggéré la création. La solution adoptée pour la recherche et l'utilisation des crédits s'écarte de même de la constitution, qui fut étudiée, d'un établissement doté d'un capital propre fondé par l'association de l'État, de la Banque Nationale, des banques privées et du monde des affaires, et destiné à centraliser toutes les opérations de change, ayant seul droit de faire le commerce des devises et de tous les instruments de paiement à l'étranger, bloquant toutes les ressources de change dont nous disposons ou qu'il serait possible d'acquérir.

Elle laisse une part aussi large que possible à la liberté.

La France a adopté une politique des changes qui paraît avoir inspiré sur de nombreux points celle qui, dès à présent, fonctionne dans notre pays.

Après avoir consacré par la loi du 1^{er} août 1917 l'institution d'une surveillance étroite du commerce des changes et le « répertoire des opérations de change », elle rechercha la stabilisation des changes sur Londres et New-York principalement par l'affectation de crédits ouverts au trésor français par l'Angleterre et les États-Unis. A la faveur de ces crédits, la France put non seulement acquitter ses achats propres dans ces pays, mais mettre à la disposition de ses nationaux des livres et des dollars pour les achats commerciaux.

Une partie de ces crédits fut transférée à ces fins à la Banque de France qui céda des devises, sur justification, à toutes personnes (banquiers ou particuliers), pour le règlement de produits régulièrement importés en France des pays créditeurs.

La France n'a pas établi — et le projet de loi n'implique pas une inten-

tion de l'établir ici — un monopole des opérations de change : les banques privées restent libres d'acheter et de vendre des devises étrangères et sont seulement assujetties à certaines obligations d'ordre administratif, telles que la tenue du répertoire et la justification de leurs opérations — obligations qui ne sont pas imposées ici.

Le cours officiel du change est fixé par la Banque de France, d'accord avec le Ministre des Finances, pour les cessions qu'elle effectue sur les crédits mis à sa disposition.

Si les banques privées ont continué à négocier des livres et des dollars pour des besoins légitimes et autorisés par la loi du 3 avril 1918, le cours du marché libre, établi d'après les parités des bourses étrangères, a tendu à osciller au voisinage de la cote officielle. Il a suffi à ces fins que les moyens de paiement dont la Banque disposait fussent assez importants pour soustraire au marché libre une partie des besoins nationaux. Ils ont empêché ainsi la hausse illimitée en l'absence de contre-parties.

La Commission a reçu du Gouvernement l'assurance que « la Banque Nationale gèrera dans le même esprit et avec le même concours tous les autres crédits étrangers dont le Gouvernement a la disposition ou qu'il se procurera. Pour certains de ces crédits, l'intervention de la Commission interalliée pour la reconstitution industrielle et agricole de la Belgique est nécessaire d'après les termes des arrangements spéciaux intervenus de Trésorerie à Trésorerie.

» Tous ces crédits — continue-t-il — ont pour objet d'assurer la reconstitution économique du pays; ils seront donc essentiellement affectés aux achats nécessaires pour permettre la mise en marche de nos chemins de fer, de notre industrie, par l'achat d'outils, de matériel et de matières premières. L'importance de la main-d'œuvre qui pourra être mise au travail par l'attribution de change étranger sera un élément important d'appréciation. La possibilité d'assurer une certaine exportation sera également envisagée parce que la reprise de nos rapports avec l'étranger est essentielle à notre avenir économique et à la stabilisation de notre change :

» L'intérêt du petit commerce ne sera pas perdu de vue quand ces demandes de crédits ne viseront pas des dépenses de pur luxe et pourront se concilier avec l'intérêt général et les ressources disponibles. Ce sera une première intervention pour les classes moyennes si éprouvées.

» Au contraire, l'achat de denrées alimentaires sur ces crédits ne peut guère être envisagé; ils ne sont pas suffisants pour ces besoins auxquels il est satisfait dans la mesure du possible par les crédits bien plus considérables mis à la disposition du Comité National. »

Il a été de même signalé à la Commission que les demandes de change seront accessibles à tous ceux qui justifieront d'un besoin conforme aux motifs qui ont amené la conclusion des ouvertures de crédit garanties. Il n'y aura nulle obligation pour un commerçant ou un industriel de passer par l'intermédiaire d'une banque — syndiquée ou non — ou d'un intermédiaire quelconque, s'il est en mesure de fournir par ses ressources propres le montant de son achat de devises.

La Commission a pris acte de ces déclarations. Elle a été forcée de reconnaître l'impossibilité d'établir des règles fixes et invariables selon lesquelles il serait donné suite aux demandes, de déterminer à priori une politique inflexible des changes.

Il faut accorder confiance aux personnes qui ont été instituées comme gérantes des ressources que la présente loi est destinée à fournir et de toutes autres, notamment celles des opérations ultérieures de Trésorerie à Trésorerie pourraient mettre à sa disposition.

Votre Commission émet le vœu que la répartition des disponibilités, après prélèvement par l'État des changes pour ses propres achats dont la Commission ne pourra avoir le contrôle, sera faite en tenant compte des besoins les plus urgents du pays; que le bénéfice de l'octroi de change ne pourra pas constituer un avantage réservé au profit de certains industriels ou commerçants ayant pris les devants et sollicitant une part si considérable qu'elle ne laisserait plus place à d'autres demandes.

Elle insiste sur la nécessité d'un contrôle rigoureux aux fins d'empêcher que les bénéficiaires du change ne détournent celui-ci de la destination invoquée dans la demande. Il y aura lieu de suivre l'utilisation complète et effective.

La Commission a recherché quelles pouvaient être les charges que l'État serait exposé à supporter du chef de la garantie que le projet de loi l'autorise à assumer.

Il ne peut résulter aucun préjudice à raison d'un risque d'insolvabilité.

Le change est destiné à être vendu au cours du jour de l'opération et n'est fourni que contre remise d'un montant équivalent en monnaies belges.

Le préjudice peut provenir : 1° de la perte ou différence de taux d'intérêt pendant la période durant laquelle l'établissement créditeur étranger a tenu les devises à la disposition des banques belges sans que celles-ci en aient opéré la revente; 2° de la perte d'intérêt ou différences de taux d'intérêt entre le taux à acquitter au banquier étranger et celui obtenu du placement des fonds belges versés en acquit de l'achat du change; 3° dans les commissions d'acceptation, renouvellement et autres à acquitter aux banquiers étrangers; 4° de la différence entre le cours du change au moment de la vente de la devise et celui de la liquidation du crédit. Tout le risque repose sur ce dernier élément.

La Commission qui fixera le cours du change à fournir aura en effet à rechercher s'il est possible de comprendre dans cette fixation un tantième suffisant pour couvrir les charges d'intérêts et commissions diverses.

Elle ne peut réagir contre le cours futur du change — soit au jour de la liquidation de l'opération.

Si le cours est inférieur à cette époque à celui pratiqué au moment de la cession, cette différence pourra non seulement couvrir les charges d'intérêt et commissions, mais même transformer le préjudice éventuel en bénéfice.

Il est à remarquer à cet égard que l'opération étant renouvelable de trois en trois mois pendant un an, ne viendra selon toute apparence à terme que lorsque les indemnités dues par l'Allemagne auront dû procurer à la Belgique un change à la parité suffisant pour le remboursement.

Si l'on peut espérer, il est impossible d'affirmer que la garantie de l'État n'entraînera finalement aucune charge pour le Trésor. Mais, quelque risque ou préjudice final qui pourrait résulter des opérations garanties, il n'apparaît pas, étant donné l'intérêt général qu'elles présentent pour le pays, que l'État puisse refuser d'assumer cette charge.

On peut invoquer à cet égard que des garanties bien autrement considérables ont été conclues par des Gouvernements étrangers en matière de crédit : c'est ainsi qu'au début de la guerre, le Gouvernement anglais n'a pas hésité à répondre de toutes les acceptations étrangères des banques anglaises s'élevant à plusieurs milliards. Cette politique peut paraître nouvelle et hardie, mais elle se présente comme indispensable.

Signalons enfin que le projet de loi demeure étranger à la matière de conclusion de conventions internationales basées sur la fourniture de marchandises contre paiements par crédits à long terme, ouverts dans les pays exportateurs, selon les formules appliquées notamment entre l'Argentine et les Alliés et différents pays de l'Amérique du Sud et les États-Unis.

Aussi a-t-il été signalé à la Commission que « le Gouvernement, en dehors des conventions de Trésorerie à Trésorerie qu'il a déjà conclues et qu'il entend encore développer en dehors des emprunts à plus long terme, qu'il recherché, désire faciliter aux établissements de banque belges l'obtention d'ouvertures de crédit en couvrant des opérations, lorsqu'il en est besoin, par la signature du pays ».

Votre Commission conclut à l'adoption du projet.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 FEBRUARI 1919.

Ontwerp van wet op credietverleeningen in het buitenland ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

België is, ten gevolge van den oorlog, verplicht bij wijze van aankoop in het buitenland bijna al de grondstoffen en werktuigen op te zoeken, die voor zijne levensmiddelenvoorziening en voor de herstelling zijner nijverheid onmisbaar zijn. Het is verplicht met groote kosten in te voeren, niet alleen wat regelmatig en gewoonlijk werd ingevoerd vóór den oorlog, maar daarenboven stoffen en fabrikaten, welke het in staat was op eigen hand voort te brengen. Anderzijds bevindt het zich thans in de onmogelijkheid, de meeste producten te leveren, die voor den ruil- en uitvoerhandel dienden. Het evenwicht in de handelsbalans, dat tot in 1914 tot vastheid geraakte, is gebroken en dit moet onvermijdelijk eene waardevermindering van onzen wisselkoers in het buitenland voor gevolg hebben. Wordt deze waardevermindering niet tegengehouden, dan zou zij een onoverkomelijke hinderpaal voor den invoer kunnen worden en binnenslands, als gevolg daarvan, tot eene verhooging van den prijs der grondstoffen, der eetwaren en der dagloonen aanleiding geven.

België is, voor een onbepaalden tijd, veroordeeld tot den toestand van aankoop van wissels op het buitenland en in dit opzicht aan de eischen der verkoopers onderworpen. Het is kooper, nu de wisselmarkt in eenen volstrekt ongewonen toestand verkeert.

(1) Wetsontwerp, n^o 69.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHelynck, voorzitter, bestond uit de heeren BERTRAND, FERON, LIEBAERT, VAN DE VYVERE en WAUWERMANS.

Inderdaad, bij het vraagstuk komt niet alleen in aanmerking de bijzondere toestand waarin België zich bevindt. Het wordt nog meer ingewikkeld uit hoofde van de bijzondere regelen, die thans voor den wisselkoers gelden en strekken om in te gaan tegen de natuurwetten, welke hem beheerschten. Talrijke landen namen maatregelen betreffende den uitvoer der kapitalen en de wisselkoers kan niet meer door achtereenvolgende verrichtingen regelmatig worden. Dichte scheidsmuren werden opgetrokken, die het evenwicht bij wijze van onrechtstreekschen wisselhandel onmogelijk maken. Zóó werd de markt beperkt van plaats tot plaats en is zij bijgevolg blootgesteld aan schielijke schommelingen, die voor den handel nog schadelijker zijn dan een bestendige of min of meer regelmatige staat van waardevermindering.

Door de wet van 3 April 1918 nam Frankrijk maatregelen, waardoor kan belet worden dat sommen in franken ter beschikking van het buitenland worden gesteld door checks, door lotingen, overdrachten of credietopeningen, zending van titels naar het buitenland, uitvoer van goud (reeds verboden bij decreet van 3 Juli 1915).

De Thesaurie van Engeland, waarop toezicht wordt gehouden door de financieele afdeling van het « Foreign Trade Department », bijgestaan door het « Exchange Committee », zitting houdend in de Bank van Engeland, onder voorzitterschap van haren Gouverneur, heeft de leiding der wisselverrichtingen in het Vereenigde Koninkrijk.

Door zijn toedoen en dat van den Minister der Herstelling werd een raadgevend Studiecomiteit « Currency Committee » ingesteld in Januari 1918.

Nochtans, van den 21ⁿ December 1917 af, had een Raadsbevel verboden « geld over te maken buiten het Vereenigde Koninkrijk, behoudens schriftelijke machtiging vanwege de Thesaurie, voor eigen rekening of voor rekening van anderen, in te schrijven op om 't even welke leening of uitgifte, waarden, wissels op het buitenland of alle eigendommen andere dan koopwaren te verkrijgen, indien die goederen zich niet in het Vereenigde Koninkrijk bevinden; wissels op het buitenland of vreemd geld aan te koopen om te speculeeren of beleggingen te bekomen, deel te nemen ofwel te aanvaarden of voor te stellen deel te nemen aan eene zaak, die overmaking van geld aan het buitenland ten doel heeft ».

Elke verrichting, waarbij eene zekere som ter beschikking van den vreemde wordt voorgesteld, wordt aangezien als eene overmaking van geld buiten het Vereenigde Koninkrijk. Elke persoon, die wenscht eene zaak met het buitenland af te rekenen, moet eene schriftelijke verklaring indienen, waarin het doel zijner aanvraag is vermeld.

De *Federal Reserve Board* ziet, door bemiddeling van de *Federal Reserve Banks*, al de wisselverrichtingen na, van de Vereenigde Staten uit met het buitenland of voor rekening van het buitenland. Krachtens het *Executive Order* van 28 Januari 1918 zijn verboden alle handelsovereen-

komsten die den wissel op het buitenland ten doel hebben, namelijk de overdrachten van credieten onder alle vormen, de overdrachten van schuldbekentenissen of eigendomstitels, enz. Het verbod kan opgeheven worden, zoo de *Federal Reserve Board* de verrichting vereenigbaar acht met de belangen der Vereenigde Staten. Bij elke verrichting moet een *dealer* optreden na schriftelijke verklaring van het doel der verrichting.

Men dient nochtans te vermijden dat aan onze nijveraars en handelaars het middel ontnomen worde om hunne aankopen in het buitenland te betalen ofwel dat zij er aan blootgesteld worden een wisselverlies te ondergaan, verlies waarvan zij den omvang op het oogenblik der koopovereenkomsten niet zouden kunnen nagaan, daar zij aan de eischen der verkoopers van buitenlandsche wissels overgeleverd zijn.

De middelen om de wisselkoersen te verhoogen of te vestigen worden, in 't algemeen, tot de volgende handelingen herleid :

Beperking tot het streng noodzakelijke van de betalingen in het buitenland ten einde zooveel mogelijk het *passief* der betaalbalans te verminderen.

Vorming van nieuwe wisselmiddelen ten einde het *actief* dezer balans te verhoogen.

Gebruik van de beschikbare wissels tot dekking van behoeften wier voldoening den economischen toestand van het land op gunstige wijze zal beïnvloeden en, voor de toekomst, nieuwe middelen voor den wissel zal opleveren.

De eerste handeling (beperking van het passief) brengt, voor de aankopen, een nauw toezicht op den invoer door eene bevoegde inrichting mede. Zij behoort tot het stelsel van de invoervergunningen, en de bezwaren, die daartegen werden aangevoerd, bewijzen welken weerstand de instelling van eenen dienst voor invoer, uitvoer en scheepruimte zou ontmoeten. Het weigeren van wissel op kosten van afrekening door hem, die alleen er over beschikt of er nagevoeg het monopolie van bezit, staat gelijk met het beletten van den invoer. In Italië werd het stelsel toegepast; het verwekte klachten van de handelaars die, de invoervergunning verkregen hebbende, somtijds te klagen hadden over traagheid of weigering vanwege de instelling, die met den wisselhandel was belast.

De nieuwe wet tot wijziging van de beursregeling geeft aan den Minister van Financiën de noodige macht om de uitgiften na te gaan en te beperken ten einde aan ons land al de geldelijke inkomsten te verzekeren, die voor zijne heroprichting noodig zijn, en den Belgischen wisselkoers tegen de beleggingen en de behoeften der ondernemingen in het buitenland te beschermen.

De tweede handeling moet, bij gebrek aan uit te voeren producten, het bezorgen van nieuwe wisselmiddelen bevorderen door het beschikbaar maken van de in het buitenland belegde Belgische kapitalen of van schuldvoorderingen op het buitenland, van leeningen of van credietopeningen.

Men beriep zich op de opeischung van effecten en schuldvoorderingen op

het buitenland en van den metaalvoorraad in onderscheidene landen, tot vorming van een wisselfonds bestaande uit de binnenlandsche reserves.

Die oplossingen zijn slechts uitvluchten of redmiddelen voor oorlogstijd en hunne doelmatigheid hangt af van de hoegrootheid der beleggingen en schuldvorderingen op het buitenland. Na vier en half jaar bezetting schijnt het niet dat België nog aanzienlijke sommen in het buitenland te goed heeft. Talrijke wisselkoersvergelijkingen, inzonderheid ter Beurs van Antwerpen, hadden plaats in 1915 en in 1916. Aangaande onze wisselportefeuille zouden, indien sommige studiën het bedrag daarvan in het buitenland op 5 tot 7 milliard ramen, vele dezer beleggingen, gedaan in vijandelijke landen of landen wier financiën in slechten staat zijn; thans op geenerlei wijze kunnen beschikbaar gemaakt worden.

De beschikking van de openbare machten over de goederen en de vrijheid van eenieder moet overigens tot het streng noodzakelijke worden beperkt.

Door bemiddeling van de vrije markt dienen de middelen, waarover wij nog in het buitenland kunnen beschikken, verzameld en benutigd te worden.

Thans blijven er dus, om zich den onontbeerlijken wissel te bezorgen, geen andere middelen over dan zich tot de buitenlandsche geldschietsters te wenden door nationale leeningen of credietopeningen, aan den Staat zelf of aan particulieren open te stellen. De aldus ter beschikking van België gestelde sommen zullen ons den onontbeerlijken wissel bezorgen.

Op dit oogenblik is geen andere oplossing mogelijk, en deze is het, welke het wetsontwerp nastreeft, tot het beloop van een gedeelte onzer meest dringende behoeften.

Ook was de Regeering van gevoelen dat hare werking zich kon en moest doen blijken door onderhandelingen met sommige Geallieerde Regeeringen en door tusschenkomst bij bankinstellingen van vreemde landen. De pogingen van de Regeering bij de Geallieerde Regeeringen strekten om voorschotten van Thesaurie tot Thesaurie te bekomen. Reeds gelukte het, een eerste voorschot van Engeland te bekomen ten einde de leveringen, door Engeland en Ierland gedaan voor den wederopbouw van het land, te betalen. In alle opzichten moeten deze verrichtingen de voorkeur hebben.

Met andere onderhandelingen houdt men zich onledig.

Doch ernstige hinderpalen schijnen op dit oogenblik het verleenen van soortgelijke hulp door de Vereenigde Staten in den weg te staan. De uitvoerende macht is thans niet gerechtigd om, zonder de tusschenkomst van het Congres, zulke handelingen te verrichten, tenzij voor een dezer twee voorwerpen : de oorlogsverrichtingen, de bevoorrading. Dank aan dit laatste uitvoeringsbeding wordt ons nog, elke maand, door de Vereenigde Staten een voorschot van 20 millioen dollar (meer dan 100 millioen frank) gedaan. Dank zij dit crediet, werd de bevoorrading van België verzekerd. Eene verhooging van dit crediet wordt overwogen.

Er is geen reden om niet te verwachten dat de Vereenigde Staten

gemachtigd worden om aan België, van Staat tot Staat, een crediet voor den heropbouw toe te staan. Doch in afwachting dat deze onderhandelingen tot een goed einde worden gebracht, is het onontbeerlijk, zonder verwijl, ten bate van onze nijverheid en van onzen koophandel, den wissel op de Vereenigde Staten te verzekeren, de geldmiddelen, welke wij ons reeds in Engeland wisten te verschaffen, aan te vullen en er ons in andere landen, zooals in Canada, bij voorbeeld, te bezorgen.

Het wetsontwerp heeft ten doel deze handelingen te verwezenlijken. Daartoe vraagt de Regeering de noodige machtigingen. Deze betreffen niet de voorschotten, welke reeds van Thesaurie tot Thesaurie werden gedaan, of de leeningen aangegaan of aan te gaan voor oorlogsdoeleinden, noch voor de levensmiddelenvoorziening van België.

Voor de credieten, welke ten beloope van 700 millioen frank moeten geopend worden in het buitenland, werden tot heden, slechts ten beloope van de helft, overeenkomsten gesloten, welke dadelijk na het aannemen van deze wet kunnen uitgevoerd worden.

De tusschenkomst van den Staat in handelingen, welke tot het uitsluitend gebied van de bankinstellingen schijnen te behooren, wordt gebillijkt door den tegenwoordigen ongewonen toestand en door de noodzakelijkheid om aan onzen handel en aan onze nijverheid de dringende hulp te kunnen verleenen, welke zij niet kunnen ontberen.

Deze tusschenkomst wordt door het algemeen belang vereischt. Zij alleen is bekwaam zulk eene gewichtige bankverrichting met het minimum van kosten te doen gelukken.

Om tot practische oplossingen te geraken, heeft de Regeering dus het noodige initiatief genomen om de banken te groepeeren en private crediet-overeenkomsten in het buitenland mogelijk te maken. Zij besliste de terugbetaling op den vervaldag der wisselbrieven te waarborgen door middel van buitenlandsche wissels die zouden getrokken worden op de credieten, waarvan zij de opening zou bekomen in naam van eene groep Belgische banken. Deze wissels zijn het middel tot wisselverleening ten bate van nijveraars en handelaars, of van de Regeering zelve.

Ten einde de terugbetaling der trekkingen te waarborgen, zullen, op den vervaldag, de banken, die titularissen der credieten zijn en de bekomen buitenlandsche wissels hebben verkocht, de door de wisselkoopers gestorte fondsen kunnen omzetten in Schatkistbons. De aldus gestorte sommen zullen, zoowel ten aanzien van de banken als van den Staat, als waarborg strekken tot het goed beëindigen der verrichtingen. De interesten van de sommen, in Schatkistbons omgezet, worden voor rekening der verrichtingen verkregen. Terloops kan vermeld worden dat deze omzetting ten gevolge zal hebben, hetzij nieuwe geldmiddelen ten beloope van 700 millioen ter beschikking van onze Schatkist te stellen, hetzij Belgische biljetten ten beloope van een gelijk bedrag uit den omloop terug te trekken, en zóó de kunstmatige opblazing der koersen, die op onze verhandelingen drukt, te verminderen.

De Staat zal te zijnen laste moeten nemen elk verlies veroorzaakt door

de uitvoering der verbintenissen aangegaan tegenover de banken schuldeisers, evenals hij de winst zal ontvangen, welke uit deze verrichtingen zou kunnen voortvloeien.

Ter uitvoering van dit plan hebben de Belgische banken, welke door de Duitschers verplicht werden tot het voorschieten van de oorlogsbelastingen toen de weigering van de provinciale raden om nog voor hogere sommen tusschen te komen een einde stelde aan de uitgifte van provinciale obligatiën, dadelijk den oproep tot groepeerings beantwoord, haar op initiatief van onze Nationale Bank toegestuurd. Zij hebben gegroepeerde syndicaten tot stand gebracht, wier kapitaal overeenstemt met het bedrag der in het buitenland te bekomen credieten en hebben zich tegenover de leeninstellingen hoofdelijk verbonden verklaard tot het bedrag van al de sommen, welke hun in hoofdsom, interesten en onkosten mochten verschuldigd zijn uit hoofde van de benutting der geopende credieten.

Hier moet worden melding gemaakt van en hulde gebracht aan de beslissing der banken, niet het minste commissieloon, niet de minste winst te vergen voor het stellen van deze zekerheid. Aldus dragen zij bij tot de herleving van onzen handel en van onze nijverheid door hen, voor zoover het haar aangaat, te vrijwaren van alle bijkomende lasten, die van aard zijn om sommige credietverrichtingen te bezwaren.

Dank zij deze groepeerings en deze tusschenkomst van den Staat, konden reeds twee credietopeningen worden aangegaan: de eerste tot een bedrag van 50 millioen dollar, met een consortium van Amerikaansche banken; de tweede ten beloope van 4 millioen pond, met een consortium van Engelsche banken. Deze credieten moeten bij wijze van aankoop van grondstoffen en afgewerkte producten benuttigd worden: het eerste crediet, in de Vereenigde Staten; het tweede, in het Vereenigde Koninkrijk en in zijne koloniën.

Op deze wijze worden, ten beloope van de helft, benuttigd de verrichtingen die het voorwerp dezer wet uitmaken. Het overige moet dienen om aanvullende credieten te openen of credieten volgens gelijke voorwaarden in andere landen te sluiten.

De credieten worden benuttigd door trekkingen der Belgische banken op de buitenlandsche groepeerings, die de credieten hebben geopend. Zij worden beheerd door de Nationale Bank, bijgestaan door afgevaardigden, die door de Regeering zijn aangewezen en de *Commission des changes* (Commissie voor den Wisselhandel) uitmaken.

Deze bestaat uit een afgevaardigde van de Nationale Bank, uit twee afgevaardigden van de gesyndikeerde banken, uit afgevaardigden door de onderscheidene betrokken ministerieele departementen benoemd, en uit vertegenwoordigers van nijverheid en handel.

Deze Commissie is geene centraliseerende instelling, noch het *Office belge des changes* (Belgische Wisseldienst), waarvan sommige ontwerpen de oprichting aanprezen. De ter opsporing en benutting van de credieten aangenomen oplossing wijkt eveneens af van de oprichting, welke

bestudeerd werd, van eene instelling begiftigd met een eigen kapitaal tot stand gebracht door de vereeniging van den Staat, van de Nationale Bank, van de bijzondere banken, van den handel en de nijverheid, en bestemd om al de wisselverrichtingen te centraliseeren, alleen gerechtigd de buitenlandsche wissels en al de betaalmiddelen in den vreemde te verhandelen, al de wisselmiddelen, waarover wij beschikken of die wij zouden kunnen verwerven, vastleggende.

Zij laat een zoo ruim mogelijk aandeel aan de vrijheid over.

Frankrijk voert, op het gebied van den wisselhandel, eene politiek welke — op talrijke punten — de politiek schijnt ingegeven te hebben, die reeds thans in ons land wordt gevoerd.

Na door de wet van 1 Augustus 1917 een streng toezicht op den wisselhandel en het « repertorium der wisselverrichtingen » tot stand te hebben gebracht, trachtte het den wisselkoers op Londen en New-York te stevigen, inzonderheid door het verleenen van open credieten aan de Fransche Schatkist door Engeland en de Vereenigde Staten. Dank zij deze credieten, kon Frankrijk niet alleen zijne eigen aankopen in deze landen betalen, doch ponden en dollars voor de handelsaankopen ter beschikking van zijne landgenooten stellen.

Daartoe werd een gedeelte dezer credieten overgemaakt aan de « Banque de France » die, mits rechtvaardiging, aan iedereen (bankiers of particulieren) buitenlandsche wissels afstond tot betaling van de in Frankrijk regelmatig ingevoerde producten uit de schuldeischende landen.

Frankrijk heeft geen monopolie van wisselverrichtingen ingesteld, en in het wetsontwerp blijkt evenmin de bedoeling om het te onzent in te stellen : de private banken blijven vrij vreemde wissels aan te koopen en te verkoopen en hebben zich enkel te houden aan zekere verplichtingen van administratieven aard zooals het houden van het repertorium en het rechtvaardigen van hunne verrichtingen. Deze verplichtingen worden hier niet opgelegd.

De officieele wisselkoers wordt vastgesteld door de « Banque de France », in overleg met den Minister van Financiën, voor elken afstand dien zij doet op de te harer beschikking gestelde credieten.

Gingen de private banken voort ponden en dollars te verhandelen om gewettigde en door de wet van 3 April 1918 geoorloofde noodwendigheden, dan heeft de koers van de vrije markt, vastgesteld volgens de vergelijking van den koersstandaard op de buitenlandsche beurzen, neiging vertoond te schommelen nabij de officieele noteering. Daartoe volstond het dat de betaalmiddelen, waarover de Bank beschikte, belangrijk genoeg waren om een deel der nationale behoeften aan de vrije markt te onttrekken. Zij hebben aldus de onbepaalde stijging belet bij gebrek aan tegenwaarden.

De Commissie kreeg van de Regeering de verzekering dat « de Nationale Bank al de andere vreemde credieten, waarover de Regeering beschikt of die zij zich zal aanschaffen, in denzelfden geest en met dezelfde mede-

werking zou beheeren. Voor sommige dezer credieten is de tusschenkomst van de Intergeallieerde Commissie tot het nijverheids- en landbouwherstel van België noodig, volgens de bepalingen der bijzondere overeenkomsten gesloten van Thesaurie tot Thesaurie.

» Al die credieten, luidt het verder, hebben ten doel het economisch herstel van het land te verzekeren; zij zullen dus volstrekt bestemd zijn tot de noodige aankopen om onze spoorwegen en onze nijverheid te kunnen in bedrijf brengen door den aankoop van werktuigen, van materieel en grondstoffen. De belangrijkheid van de werkkrachten, die door het verleen van den buitenlandschen wissel aan den arbeid zullen gaan, zal een gewichtige factor tot beoordeeling zijn. Men zal eveneens de mogelijkheid onderzoeken, eenigen uitvoer te verzekeren, omdat de herneming van onze betrekkingen met het buitenland volstrekt noodig is voor onze economische toekomst en het stevigen van onzen wisselkoers.

» Het belang van den kleinhandel zal niet uit het oog verloren worden, wanneer deze credietaanvragen niet louter weelde-uitgaven bedoelen en kunnen overeengebracht worden met het algemeen belang en de beschikbare geldmiddelen. Het zal eene eerste tegemoetkoming zijn voor den zoo beproefden middenstand.

» De aankoop van eetwaren met deze credieten kan daarentegen niet in aanmerking komen; zij zijn ontoereikend voor deze behoeften, waaraan in de mogelijke mate wordt voldaan door de veel belangrijkere credieten, daartoe ter beschikking van het Nationaal Comité gesteld. »

Bij de Commissie werd er eveneens op gewezen, dat de wisselaanvragen zullen kunnen gedaan worden door al degenen die het bewijs leveren van eene behoefte overeenstemmende met de redenen die tot de sluiting der gewaarborgde credietopeningen hebben geleid. Een handelaar of een nijveraars zal volstrekt niet verplicht zijn, de tusschenkomst van eene al of niet gesyndiceerde bank of van om 't even welk ander tusschenpersoon in te roepen, indien hij door zijn eigen middelen zijnen aankoop van wissels kan betalen.

De Commissie heeft akte genomen van deze verklaringen. Zij was gedwongen te erkennen dat het onmogelijk is bepaalde en onveranderlijke regelen vast te stellen, naar welke gevolg zou worden gegeven aan de aanvragen, en *a priori* eene onveranderlijke wisselpolitiek te bepalen.

Men moet vertrouwen stellen in de personen die aangesteld werden als beheerders van de geldmiddelen, die deze wet bestemd is te verschaffen, en van alle andere, namelijk van deze die latere verrichtingen van Thesaurie tot Thesaurie ter beschikking mochten stellen.

Uwe Commissie spreekt den wensch uit, dat de verdeeling der beschikbare sommen, na voorafneming door den Staat van de wissels noodig voor zijn eigen aankopen, waarover de Commissie geen toezicht zal kunnen uitoefenen, zal geschieden met inachtneming van de meest dringende behoeften van het land; dat het voordeel van het verleen van den wissel geen gunst zal mogen zijn, uitsluitend verleend aan zekere nijveraars of

handelaars die de regeling vooruitliepen en een zoo groot aandeel vragen dat er geen gelegenheid voor andere aanvragen meer zou zijn.

Zij dringt aan op de noodzakelijkheid, een streng toezicht te houden om te beletten dat zij, die den wissel benuttigen, dezen tot eene andere dan in de aanvraag bepaalde bestemming gebruiken. Men zal het volledig en werkelijk gebruik moeten nagaan.

De Commissie onderzocht welke lasten de Staat op zich zou moeten nemen uit hoofde van den waarborg dien hij door het wetsontwerp gemachtigd is te verstrekken.

Daar kan geen enkel nadeel voortvloeien wegens een risico van onvermogen.

De wissel is bestemd om verkocht te worden aan den koers van den dag der verrichting en wordt slechts afgeleverd tegen overhandiging van een gelijkwaardig bedrag in Belgisch geld.

Het nadeel kan voortvloeien : 1^o uit het verlies of het verschil van het interestbedrag gedurende het tijdstip tijdens hetwelk de credietverleenende buitenlandsche instelling de wissels ter beschikking van de Belgische banken heeft gehouden zonder dat deze ze weder verkocht hebben ; 2^o uit het verlies van interest of de verschillen van het interestbedrag tusschen het bedrag, aan den buitenlandschen bankier te betalen, en dit bekomen door de belegging van Belgische fondsen, gestort als afbetaling voor den wisselaankoop ; 3^o uit de commissieloonen voor ontvangst, vernieuwing en andere, te betalen aan de buitenlandsche bankiers ; 4^o uit het verschil tusschen den wisselkoers op het oogenblik van den verkoop van den wissel en dit van de verrekening van het crediet. Gansch het risico berust op dit laatste gegeven.

De Commissie, die den koers van den af te leveren wissel zal vaststellen, zal inderdaad hebben op te zoeken of het mogelijk is in die vaststelling een aandeel te omvatten, toereikend om de lasten van de interesten en de verschillende commissieloonen te dekken.

Zij kan niet ingaan tegen den toekomstigen wisselkoers, dus op den dag van de verrekening der verrichting.

Indien alsdan de koers lager is dan die vastgesteld op het oogenblik van den afstand, zal dit verschil niet alleen de lasten van interest en commissieloonen kunnen dekken, maar zelfs het mogelijk verlies tot winst kunnen brengen. Te dien aanzien dient te worden opgemerkt dat de verrichting, gedurende een jaar vernieuwbaar om de drie maand, naar alle waarschijnlijkheid slechts haren termijn zal bereiken wanneer de vergoedingen, door Duitschland verschuldigd, aan België eenen wisselkoers op pari zullen hebben verschaft, voldoende voor de terugbetaling.

Wij kunnen hopen, doch niet stellig bevestigen, dat 's Rijks waarborgten slotte geen last zal medebrengen voor de Schatkist. Maar toch, welk risico of eindverlies er uit de gewaarborgde verrichtingen ook moge voort-

vloeien, blijkt het niet dat, met het oog op het algemeen belang van het land, de Staat kan weigeren dezen last op zich te nemen.

Men kan te dien opzichte aanhalen dat heel wat belangrijkere waarborgen inzake crediet gegeven werden door buitenlandsche Regeeringen : zóó heeft de Engelsche Regeering in het begin van den oorlog niet geaarzeld in te staan voor alle buitenlandsche aanvaardingën der Engelsche banken, verscheidene milliarden bedragend. Deze politiek kan nieuw en stoutmoedig schijnen, zij komt ons voor als volstrekt noodzakelijk.

Wijzen wij er ten slotte op, dat het wetsontwerp vreemd blijft aan het sluiten van alle internationale overeenkomsten, gegrond op het leveren van waren tegen betalingen op credieten op langen termijn, opengesteld in de landen van uitvoer, volgens de regels toegepast namelijk tusschen Argentinië en de Geallieerden en de verschillende landen van Zuid-Amerika en de Vereenigde Staten.

Ook werd er bij de Commissie op gewezen, dat « de Regeering, buiten de overeenkomsten van Thesaurie tot Thesaurie, die zij reeds heeft gesloten en die zij voornemens is nog uit te breiden buiten de leeningen op langeren termijn die zij opzoekt, voor de Belgische bankinstellingen het bekomen van credietopeningen verlangt te vergemakkelijken door de verrichtingen te dekken, wanneer zulks noodig geoordeeld wordt, door den waarborg van het land ».

Uwe Commissie besluit tot aanneming van het ontwerp.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

